

## *Notice biographique*

**LEVET Jean-Louis**

**Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2006 : Directeur de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES).**

**Mars 2006-novembre 2006 : Responsable du Pôle « Politique industrielle, concurrence et entreprises », Centre d'Analyse Stratégique, placé auprès du Premier ministre.**

**Novembre 2003-février 2006 : membre de la direction du Plan, Chargé de mission auprès du Commissaire au Plan (Service du Premier ministre), pour les questions industrielles.**

- Mise en place : du groupe transversal « *Europe* », destiné à venir en appui à l'ensemble des groupes de projet sur les questions européennes ; des relations avec les institutions européennes.
- Organisation des relations du Plan et des groupes de projet avec l'ensemble des ministères.
- Mission sur la localisation des entreprises et le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales, basée sur des rencontres avec des dirigeants d'entreprise, au sein de différents territoires ; publication du rapport de mission en juin 2005 ; depuis, nombreuses rencontres avec des responsables territoriaux dans le cadre de l'établissement des schémas régionaux de développement économique.
- Mise en place (et responsable) de l'instance de prospective « *Politiques industrielles et développement économique* », associant partenaires sociaux, dirigeants d'entreprise, collectivités territoriales, experts, administrations avec des correspondants dans les pays européens et les autres principaux pays développés et en voie d'émergence.

**Mai 2003-novembre 2003 : Chef du Service des Entreprises et du Développement des Activités Economiques au Commissariat général du Plan ;** ce nouveau service ( 25 personnes, dont 15 chargés de mission et 6 conseillers scientifiques) résulte de la fusion de deux services concernant respectivement le domaine de la technologie et de l'industrie et celui de l'énergie, des activités tertiaires, de l'environnement et de l'agriculture.

Missions réalisées : processus d'intégration de ces deux services ; consolidation des compétences existantes et combinaison des expertises ; dynamique de création et de mise en œuvre des groupes de projets s'inscrivant dans le programme de travail du Plan.

**Janvier 2001-décembre 2002 : Rapporteur général de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises ( CNAPE, présidée par le Ministre de l'Economie et des Finances ; créée par la loi du 4 janvier 2001 et abrogée le 22 décembre 2002).**

- Mise en place de la Commission (22 membres : partenaires sociaux, députés et sénateurs, ministres concernés) et des 22 commissions régionales en relation avec les conseils régionaux et les préfetures. Animation de la Commission et de ses travaux et gestion des relations Commission nationale/ Commissions régionales.
- Analyse comparative des dispositifs d'aides publiques dans les principaux pays développés (et missions sur place) ; recensement des aides publiques en relation avec les ministères concernés et les régions et en étroite relation avec les membres de la Commission ; évaluation de dispositifs d'aides publiques.
- Réalisation d'un rapport sur « Les aides publiques aux entreprises : une gouvernance, une stratégie » intégrant les travaux réalisés durant cette période et finalisé en mai 2003 (publication à la Documentation française, novembre 2003).

**Mai 1992-décembre 2000 : Chef du service du Développement Technologique et Industriel au Commissariat général du Plan.**

(Nommé commissaire-adjoint par intérim par le commissaire au Plan Henri Guaino, de septembre à fin décembre 1997).

Redéploiement d'un service organisé par secteur en un centre d'expertise et de compétences transversales concernant le champ des stratégies d'entreprise et du système productif et développement de relations étroites avec l'ensemble des acteurs concernés : organisations syndicales et patronales, ministères, collectivités territoriales, experts, institutions européennes et internationales etc...

Ses travaux *participent directement de l'évolution des politiques publiques*. Trois axes principaux peuvent être retenus :

- *La redéfinition progressive de la politique française vers une politique de compétitivité globale des entreprises et l'intégration des questions relatives à la territorialisation des activités productives* : à ce titre, rapporteur général des groupes : « France : le choix de la performance globale » (1993) ; « Quelles politiques pour l'industrie française ? » (1996) ; « La nouvelle nationalité de l'entreprise » (1999). Lancement et suivi des travaux prospectifs relatifs à « L'entrepreneuriat innovant », « La France dans l'économie du savoir », et « Stratégies de localisation des firmes et politiques régionales », achevés fin 2002.

- *Les positions françaises en matière d'intégration économique européenne et de politiques structurelles (développement des territoires, politique industrielle, localisation et création d'emplois...)* : à ce titre, rapporteur des rapports suivants : « Europe : l'impératif de coopération et de conquête industrielle » ; « Compétitivité globale : la perspective franco-allemande » (en partenariat avec l'Institut franco-allemand de Ludwisburg).

- *L'intelligence économique (IE) et la sécurité économique* : initiateur du groupe « Intelligence économique et stratégie des entreprises » (rapport 1993) ; « Identification et évaluation des acteurs publics de l'intelligence économique » (1995) ; « De la défense économique à la sécurité économique » (1997), deux rapports réalisés à la demande du Ministre de l'Economie et des Finances, Jean Artuis.

**Juin 1991-avril 1992 : chargé de mission en charge des affaires industrielles au Cabinet du Premier Ministre, Edith Cresson.**

- En charge de l'élaboration du plan PME-PMI et de la cellule « Reconversions industrielles ».
- L'industrie automobile.
- Dossiers industriels européens (concernant des cas de fusions-acquisitions).
- Définition, mise en œuvre et animation des groupes d'Etude et de mobilisation (G.E.M. : en particulier sur les thèmes de l'apprentissage, les évolutions du travail, l'Europe industrielle et les PME).

**Juin 1990-mai 1991 : Secrétaire Général, puis Directeur de la Stratégie de la Société Financière de Participation Industrielle (20 rue de l'Arc de Triomphe, Paris, 3 milliards de francs de C.A. ; activités principales : équipement thermique, mécanique, traitement de l'air).**

- Etude des savoir-faire et métiers du groupe et des nouveaux secteurs de développement possibles, en relation avec les dirigeants des entreprises du groupe.
- Définition et mise en œuvre de la nouvelle organisation du groupe en pôles industriels.
- Détection des opportunités de reprises de sociétés et participation aux négociations.

**Août 1988-juin 1990 : Conseiller spécial pour les affaires économiques et industrielles du Président de la Commission de Surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations (C. Pierret).**

- Instruction des dossiers industriels liés aux prises de participation de la CDC.
- Rapporteur principal du groupe « Textile-Habillement » de l'Assemblée Nationale (réunissant 105 députés)..

**Mars 1982-août 1988 : Ministère de l'Industrie : Chargé de mission, puis Chef de la division « Productique et Automatisation de la Production » à la Direction Générale de l'Industrie (Directeur Général : Louis Gallois).** Au cours de cette période, trois principales phases de travail se sont succédées :

- *La première (de 1982 à 1985), qui s'inscrivait dans la phase de restructuration de l'industrie française, a consisté à prendre en charge plusieurs grands dossiers d'entreprises en difficulté (Creusot-Loire, Chapelle Darblay, l'industrie des machines.....).*
- *La seconde (de 1984 à 1986/87) qui correspondait davantage à la phase de modernisation des entreprises françaises, a consisté à accélérer ce mouvement dans les domaines suivis (dossiers instruits : programme tri-annuel d'action productique et contrats de développement avec les entreprises de l'offre productique).*
- *La troisième phase (de 1986 à 1988) a consisté principalement à travailler à l'élargissement européen d'une offre productique nationale (Programme Euréka).*

## **ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES**

Essayiste : principaux ouvrages :

- Les dossiers noirs de l'industrie française, Fayard, 1985.
- Une France sans usines ? ( Préface de François Dalle), Economica, 1988.
- La Révolution des pouvoirs ( Préface de Raymond H. levy), Economica, 1992.
- Sortir la France de l'impasse, Economica, 1997, couronné par l'Académie des Sciences Morales et politiques.
- Sept leçons d'économie à l'usage du citoyen, Seuil, 1999.
- Les problèmes de l'économie française (ouvrage collectif), PUF, 2001.
- L'intelligence économique, mode de pensée et mode d'action, Economica, 2001.
- De l'intelligence économique à l'économie de la connaissance, Economica, 2003
- Les pratiques de l'intelligence économique (sous la dir.de), Economica, 2004
- L'Economie industrielle en évolution. Les faits face aux théories, Economica, 2004.
- Demain l'emploi si... (ouvrage collectif), Economica/Rexecode, 2005.
- Pas d'avenir sans industrie, Economica, 2006.

Chercheur associé au CEPN (Centre d'économie de Paris-Nord-CNRS), professeur associé, Université de Paris XIII.

Professeur Invité à l'Université d' Ottawa.

Membre du Conseil scientifique de l'Ecole Doctorale E.G.E.E., Université Paris XII et du Pôle universitaire Léonard de Vinci, Paris la Défense.

Président de l'AFDIE (1997-2004) et actions en intelligence économique (création du pôle universitaire d'IE à Poitiers, Rencontres nationales de l'IE, Revue d'intelligence économique...).

Membre du programme européen Macrotec (impact des politiques économiques sur les activités technologiques), depuis 2001.

Membre du conseil des experts de la Revue d'économie publique.

Correspondant de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, de la Fondation Ebert de Berlin, et de Eurispes, l'Institut d'études politiques, économiques et sociales de Rome.

## **FORMATION**

- Doctorat d'Etat ès Sciences économiques.
- Doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle ès Sciences économiques.
- Ancien auditeur de l'IHEDN (2001-2002)